



Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2009

Un nouveau rapport de l'ONU affirme qu'une impulsion économique coordonnée, massive et rapide s'impose pour faire contrepoids à une récession mondiale synchronisée

- Il semble que le revenu mondial par habitant diminuera l'année prochaine
- Les pays en développement connaîtront une chute de la croissance des exportations et des flux de capitaux, ainsi qu'une augmentation du coût de l'emprunt, à mesure que la contagion s'étendra
- La baisse du dollar reprendra, une chute brutale étant possible en 2009
- De profondes réformes du système financier mondial s'imposent pour prévenir une récurrence de la crise

(DOHA, QATAR, 1er décembre) Les économistes de l'ONU recommandent un ensemble massif de mesures économiques stimulantes, qui soient cohérentes et se renforcent mutuellement au niveau mondial, tout en étant liées aux impératifs du développement durable.

Sont également recommandées dans une édition distribuée à l'avance du rapport économique annuel de l'ONU, publiée aujourd'hui à la conférence internationale sur le financement du développement, qui se tient à Doha, une réglementation plus ferme des marchés financiers et des institutions financières, un approvisionnement suffisant en liquidités au niveau international, une refonte du système international des réserves et une gouvernance économique mondiale plus inclusive et efficace, pour prévenir toute répétition de la crise dans l'avenir.

Selon le scénario de base de *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2009* (SPEM), la croissance de la production mondiale atteindra en 2009 un très modeste taux de 1 %, contre 2,5 % en 2008 et des taux de croissance mondiale compris entre 3,5 et 4 % les quatre années précédentes (voir *Tableau I.1*).

Tableau I.1
Croissance de la production mondiale, 2003-2009

	Changement annuel, en pourcentage							2009 ^b		
	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^a	Taux de base	Scénario pessimiste	Scénario optimiste	
Production mondiale^c	2.7	4.0	3.5	4.0	3.8	2.5	1.0	-0.4	1.6	
dont:										
Economies des pays développés	1.8	3.0	2.4	2.9	2.5	1.1	-0.5	-1.5	0.2	
Etats-Unis	2.5	3.6	2.9	2.8	2.0	1.2	-1.0	-1.9	-0.5	
Zone euro	0.8	2.1	1.7	2.8	2.6	1.1	-0.7	-1.5	0.3	
Japon	1.4	2.7	1.9	2.4	2.1	0.4	-0.3	-0.6	0.5	
Economies des pays en transition	7.3	7.6	6.5	7.8	8.3	6.9	5.3	2.7	6.1	
Economies des pays en développement	5.2	7.1	6.7	7.0	7.1	5.9	4.6	2.7	5.1	
Chine	10.0	10.1	10.2	11.1	11.4	9.1	8.4	7.0	8.9	
Inde	7.3	7.1	11.5	7.3	8.9	7.5	7.0	4.7	7.1	
Brésil	1.1	5.7	2.9	3.7	5.4	5.1	2.9	0.5	3.0	
Mexique	1.4	4.2	3.0	4.8	3.2	2.0	0.7	-1.2	1.5	
dont:										
Pays les moins avancés	5.2	7.2	7.9	7.7	7.8	6.4	5.1	2.0	6.1	
Points du memorandum:										
Commerce mondial	5.6	11.2	8.0	8.8	6.3	4.6	2.1	-3.1	3.1	
Croissance de la production mondiale avec coefficients de pondération sur la base du PPA	3.6	4.9	4.5	4.9	4.9	3.7	2.3	1.3	3.0	

Source : Département des affaires économiques et sociales, ONU

^a Taux en partie estimatifs

^b Prévisions, basées en partie sur le Projet LINK

^c Calculée comme une moyenne pondérée des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de chaque pays, les coefficients de pondération étant basés sur le PIB établi en fonction des prix et taux de change de 2005.

Les prévisions pour 2009 comprennent une baisse de 0,5 % de la production dans les pays développés, parallèlement à une croissance moyenne de 5,3 % dans les économies des pays en transition et de 4,6 % dans le monde en développement. Tout cela se traduit par un recul d'ensemble du revenu mondial par habitant en 2009.

Selon un scénario plus optimiste – qui fait intervenir un stimulant budgétaire compris entre 1,5 et 2 % du produit intérieur brut (PIB) des principales économies et de nouvelles réductions des taux d'intérêt –, les économistes de l'ONU prévoient que les économies des pays développés pourraient afficher un taux de croissance de 0,2 %, et que le taux de croissance pourrait dépasser légèrement 5 % dans le monde en développement.

Cependant, étant donnée la grande incertitude qui règne aujourd'hui, un scénario plus pessimiste est parfaitement possible.

Si le resserrement actuel du crédit se prolonge et si la confiance dans le secteur financier n'est pas rétablie au cours des prochains mois, avertit l'ONU, les pays développés pourraient entrer dans une profonde récession en 2009. Cela ferait baisser à 2,7 % le taux de croissance économique dans les pays en développement, chiffre dangereusement faible pour leur capacité à soutenir les efforts de réduction de la pauvreté et de stabilité sociale et politique.

Un environnement inhospitalier au développement

Les décideurs des pays en développement ont passé le troisième trimestre de 2008 à déceler les menaces inflationnistes, qui se sont faites vivement sentir avec l'augmentation du prix de biens essentiels comme le bois et le combustible. Ceux qui ont ignoré les premiers signes avertisseurs ont été pris par surprise en octobre, quand la crise financière et la récession économique ont frappé les économies avec la vitesse et la force d'une tempête tropicale.

Le coût des emprunts à l'extérieur a depuis fortement augmenté pour les pays en développement, et les entrées de capitaux ont fait place à des sorties plus importantes. Les marchés des valeurs ont enregistré une nouvelle baisse dans une année déjà difficile, tandis que les marchés monétaires et ceux des produits de base sont devenus extrêmement instables. Le taux de change connaît une dépréciation très marquée dans plusieurs pays, signale l'ONU, et les cours des produits de base ont chuté depuis les valeurs maximales atteintes au milieu de l'année. Parallèlement à une décélération rapide de la croissance des exportations, la balance des opérations courantes de nombreux pays est redevenue déficitaire.

La contagion des pays développés – dont beaucoup sont déjà en récession – au reste du monde entraîne, selon SPEM, un "ralentissement synchronisé au niveau mondial [qui] pourrait être le premier du genre depuis la seconde guerre mondiale".

La gestion de la crise ne s'est affirmée que lentement . . .

La politique monétaire des Etats-Unis durant le premier semestre de 2008 a été résolument expansionniste dans ses efforts pour conjurer une récession, tandis que les banques centrales européennes suivaient une politique de resserrement du crédit en présence des menaces perçues d'inflation (*voir Figure I.11*).

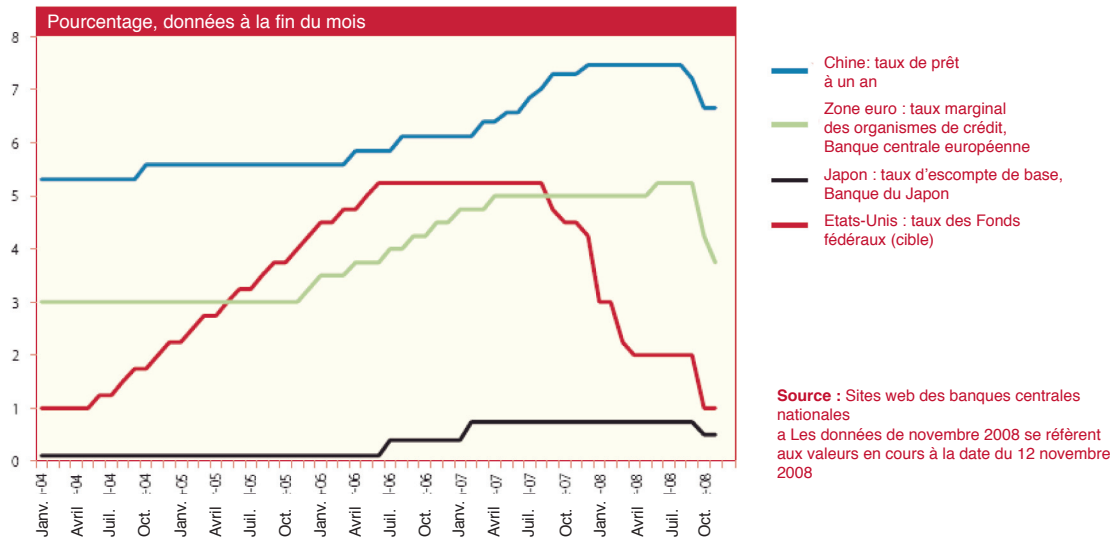
Cette dissonance des politiques est caractéristique du manque de coordination durant les années de prospérité. Quand la croissance était forte, il aurait été possible de faire face, moins douloureusement et avec une plus grande marge de manœuvre, à l'offre excessive de crédit aux Etats-Unis et à l'épargne inutilisée dans les pays excédentaires. Dans cette optique, les deux Situation et perspectives de l'économie mondiale, pour 2007 et 2008 ont recommandé une consolidation dans l'économie des Etats-Unis qui serait allée de pair avec des stimulants budgétaires dans des pays excédentaires comme la Chine et le Japon, ainsi qu'en Europe.

A partir d'octobre 2008, les réactions nationales ont adopté une approche plus globale, moins fragmentaire, et les approches nationales unilatérales ont fait place à une coopération et une coordination internationales accrues. Environ 4 000 milliards de dollars dans le monde entier ont été injectés dans des efforts pour dégeler le crédit et les marchés monétaires. Des réductions des taux d'intérêt sont rapidement apparues dans les pays développés aussi bien que dans certains pays en développement.

“Mais alors que la confiance des consommateurs et des entreprises est sérieusement ébranlée et que les banques ne marquent aucun empressement à prêter, une poursuite de la baisse des taux d’intérêt par les banques centrales fera peu pour stimuler l’offre de crédit . . . et les dépenses des particuliers”, selon la mise en garde des économistes de l’ONU.

Comme la stimulation monétaire ne saurait avoir qu’un effet limité, il faut faire appel aux choix possibles en matière de politique budgétaire pour réactiver l’économie mondiale.

Figure I.11
Taux d’intérêt des principales économies, Janvier 2004-Novembre 2008a



La Chine a déjà lancé un ensemble de mesures budgétaires pour un montant de 586 milliards de dollars - 15 % de son PIB – à appliquer en deux années, ce qui peut contribuer à la demande mondiale aussi bien qu’intérieure. Aux Etats-Unis, le stimulant budgétaire égal à 1,1 % du PIB dans le premier semestre de 2008 a probablement empêché la croissance

économique de devenir déficitaire pour un trimestre de plus. La République de Corée a récemment annoncé un ensemble de mesures pour un montant de même ordre par rapport à son PIB.

Les économistes de l’ONU plaident en faveur d’un stimulant budgétaire qui serait dispensé de manière coordonnée au niveau international. Dans une économie mondialisée, l’effet d’un stimulant budgétaire dispensé dans un pays unique est contrarié par la fuite liée aux importations et autres effets semblables; avec une coordination au niveau international, un effet multiplicateur peut s’affirmer.

L’ONU voit en outre une possibilité d’harmoniser l’ensemble de mesures incluses dans le stimulant budgétaire avec les objectifs de développement durable à long terme. Les ressources massives qu’exige le stimulant budgétaire peuvent être affectées en partie à des investissements publics dans l’infrastructure, la production vivrière, l’éducation et la santé, et les sources d’énergie renouvelables, aidant ainsi les pays en développement à diversifier leurs économies et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

... mais des réformes hardies s’imposent pour prévenir de futures crises

Actuellement, néanmoins, il n’existe pas de mécanisme crédible, institutionnalisé pour la coordination internationale de stimulants budgétaires ou de politiques monétaires. Il faudra créer un tel mécanisme en même temps que d’autres réformes fondamentales seront menées.

Ces réformes devraient aussi remédier à la faiblesse d’un système financier mondial au centre duquel se trouve le dollar comme monnaie de réserve. Alors que l’endettement net des Etats-Unis continue d’augmenter – atteignant environ 2 700 milliards de dollars à la fin de 2008, contre 2 500 en 2007 – un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux et une brutale dépréciation du dollar restent des risques majeurs. Dans ce cas, les investisseurs pourraient de nouveau se lancer dans une “fuite vers la sécurité”, mais cette fois en se défaisant des avoirs libellés en dollars au lieu de les acquérir, ce qui affaiblirait encore davantage l’économie américaine, et l’économie mondiale avec elle.

Les économistes de l'ONU préconisent aussi les mesures suivantes:

- réformes fondamentales des systèmes existants de réglementation et supervision financières afin de prévenir la réapparition d'excès;
- réforme du système actuel de réserve internationale, en abandonnant la dépendance presque exclusive par rapport au dollar E.-U. et en s'orientant vers un système fondé sur de nombreuses devises et un soutien multilatéral;
- réformes des mécanismes d'approvisionnement en liquidités et de financement compensatoire, appuyées notamment par une meilleure mise en commun, aux niveaux multilatéral et régional, des réserves nationales en devises étrangères et évitant la coûteuse conditionnalité des politiques ;
- rôle dirigeant du FMI et de la Banque mondiale en vue d'une meilleure coordination de la politique internationale, tout en assurant une gouvernance plus équitable, ainsi qu'un poids et une participation accrus des pays naissants et en développement.

Le chapitre "Les perspectives globales" de *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2009*, publication de l'ONU, est rendu public aujourd'hui à Doha. Le rapport dans son intégralité, y compris les aperçus régionaux et l'exposé détaillé des tendances du commerce et de la finance au niveau mondial, doit paraître au début de janvier 2009.

Pour plus ample information, contacter le Département de l'information (ONU): Newton Kanhema à Doha, kanhema@un.org; ou, à New York, Tim Wall, wallt@un.org, 1 212 963 5851.